



## LE 11 MAI : CONTRE LES INJONCTIONS, IMPOSONS NOS CONDITIONS

Suite aux déclarations présidentielles concernant une rentrée scolaire le 11 mai, l'inquiétude monte dans les familles et chez les travailleurs et travailleuses de l'éducation. En l'absence de solution médicale, la situation est toujours la même qu'avant le 17 mars : seuls les gestes barrières et le confinement limitent la propagation du virus. L'école reste un foyer de contagion. Et le système hospitalier n'a toujours pas été renforcé de façon durable.

Personne n'est crédule quand Macron dit se soucier des enfants des classes populaires. Derrière l'humanisme de façade, se cache surtout la volonté de remettre les gens au travail pour relancer l'économie. Quitte à ce que ce soient, comme d'habitude, les plus vulnérables qui trinquent en premier. Sa politique n'a de cesse de dégrader nos conditions de travail et de vie en cassant le code du travail (loi El-Khomri, ordonnances Macron...), en réduisant les droits sociaux (chômage, APL...), en voulant nous faire travailler plus longtemps (réforme des retraites).

### QUAND L'AUSTÉRITÉ NOURRIT LES INÉGALITÉS

Dans les écoles, nous sommes depuis des années en pénurie de moyens (remplacements, RASED, médecine scolaire et de travail...). Certes, il y a les CP-CE1 à 12 dans les Rep et Rep+. Mais il y a surtout un gros malaise dans tout le système scolaire, de la maternelle à l'université (évaluations nationales, E3C, ParcoursSup, attaque de la liberté pédagogique, pressions hiérarchiques, répressions...). Nous constatons, au quotidien, que cette crise sanitaire renforce non seulement les inégalités scolaires mais aussi et surtout les inégalités sociales. Ce confinement révèle au grand jour ce que nous dénonçons depuis des années : les conditions de vie dégradées de nos élèves (logements trop petits, difficultés économiques et d'accès aux soins, perte d'emploi...).

Contrairement à ce que prétendent Blanquer et Macron, l'Éducation nationale n'est pas prête à donner des cours à distance. Ce type d'enseignement loin d'être souhaitable est, d'abord, un creusement des inégalités sociales. Enseigner ne se résume pas à transmettre des

connaissances. Prétendre « faire classe » à la maison est un leurre.

### ROUVRIER LES ÉCOLES LE 11 MAI ? NOS VIES D'ABORD !

C'est pourquoi nous pensons que si les écoles rouvrent, ce n'est pas dans n'importe quelles conditions. Pas à n'importe quel prix. C'est aux équipes sur place de décider. Si ces équipes constatent la présence du matériel adéquat et la possibilité d'une mise en place d'un protocole sanitaire viable, elles peuvent décider du nombre d'élèves accueillis, en fonction des bâtiments, et lesquels.

Pour accueillir les enfants du personnel soignant, les préconisations du Dasen de Paris limitaient les effectifs à 25 enfants par établissement et 10 par classe. Depuis le début du confinement, les personnels volontaires réclament des masques et des gants, des tests pour les personnels comme pour les enfants. Elles et ils affirment qu'au-dessus de 6 élèves, il est très compliqué d'éviter les contacts à risque. Tous et toutes ressortent exténués par une vigilance de tous les instants.

L'expérience des volontaires rappelle une chose : même avec de très faibles effectifs, les gestes barrières ne sont pas appliqués par les enfants. Et parmi elles et eux, certain-es ne reviennent pas car atteint-es par la maladie. Ce que réclament les volontaires doit s'appliquer pour tous et toutes après le 11 mai. Sinon, c'est sans nous.



**Voir revendications page 2**



## L'ÉDUCATION: UN SECTEUR DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

Pour la CNT-STE 75, cette reprise doit être faite sur la base du volontariat, sans sanction pour celles et ceux qui refusent, y compris du côté des familles. Nous pensons notamment aux collègues « à risque » ou dont un proche le serait. Personne ne doit travailler la peur au ventre.

La CNT-STE 75 s'oppose à une rentrée scolaire tant que les conditions sanitaires ne sont pas satisfaisantes aussi bien pour les élèves et leur famille que pour les travailleurs et les travailleuses.

Nous pensons aussi à l'avenir et à la rentrée de septembre. Pour nous, il faut geler toute fermeture

de classe et au contraire en ouvrir de nouvelles pour éviter les sur-effectifs et enseigner dans de bonnes conditions.

De même, les moyens doivent augmenter pour soutenir tous les élèves qui en ont besoin : recrutement d'enseignantes et d'enseignants pour élargir les Rased, recrutement d'AESH et amélioration de leur statut, multiplication des services médicaux, psychologiques et socio-éducatifs, ouverture d'une médecine du travail... en commençant par titulariser sans condition les personnels précaires qui le souhaitent. Cette situation met de façon criante en avant la nécessité de réinvestir collectivement dans tous les services publics qui permettent de pallier aux inégalités sociales, de protéger la population et de faire fonctionner la société.

**POUR NOUS, L'HUMAIN SERA TOUJOURS PLUS IMPORTANT QUE L'ÉCONOMIE !**  
**NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !**



## Nos revendications

Nous exigeons :

- la mise en place d'une politique massive de tests ;
- l'accès au matériel de protection adapté à la situation de travail de chacun et chacune pour tous les personnels et élèves (blouses, masques chirurgicaux ou FFP2 et gants, savon et gel hydro-alcoolique) ;
- le recrutement de nouveaux personnels statutaires pour assurer le nettoyage et la désinfection des locaux plusieurs fois par jour ;
- les personnels dont la santé ou la pathologie le nécessite doivent bénéficier des mesures d'éloignement du travail et avoir un suivi médical ;
- la prise en charge intégrale du salaire en cas d'arrêt de travail et que le Covid-19 soit reconnu comme maladie professionnelle pour tous les personnels en charge de l'accueil des enfants ;
- les élèves dont la santé le nécessite, et celles et ceux dont les parents souffrent de pathologies, doivent pouvoir être exempté·es du retour dans les écoles et établissements scolaires ;
- la possibilité pour l'ensemble des personnels scolaires et périscolaires de se réunir dans les journées précédant l'ouverture des écoles afin d'organiser et de vérifier les conditions d'un retour des élèves ;
- la mise à disposition de cars scolaires pour permettre des sorties régulières en extérieur (parcs, forêts...) et l'ouverture, dans les mêmes conditions sanitaires, de colonies de vacances dès le mois de juin ;
- la transparence totale de l'information concernant les contaminations dans les établissements scolaires ;
- la fermeture des établissements dans lesquels un cas serait déclaré.

Il va de soi qu'aucun enseignant, qu'aucune enseignante ne doit subir des pressions hiérarchiques concernant les habituelles attentes de fin d'année (évaluations, LSUN...).

Nous rappelons que le télé-enseignement est au mieux un pis-aller, mais surtout un leurre. Ce mensonge a pour but de maintenir une illusion de paix sociale et surtout d'approfondir la marchandisation de l'éducation en soufflant le vent en poupe à toutes les entreprises privées prônant le tout numérique. Rien ne doit être exigé des élèves ou des personnels sur le travail à distance !



# BRIGADES DE SOLIDARITÉ POPULAIRE

Les Brigades de solidarité populaire, formées à l'occasion de la crise sanitaire qui est de plus en plus visiblement une crise sociale profonde, s'organisent et grandissent à Paris comme ailleurs. Les besoins des populations précaires se multiplient face aux fermetures des services et au chômage qui explose. Comme nous n'attendons rien de l'État et que nous voulons construire un monde solidaire, il faut tenir des permanences, faire des



maraudes de distribution de biens de première nécessité, organiser des récupérations de produit, cuisiner...

Nous soutenons ces initiatives et appelons toutes et tous à s'y investir ! Et surtout, il s'agit de préparer la société d'après ! Une société débarrassée de la misère et des inégalités créées par le capitalisme.

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'appel des Brigades.

## Création et appel à rejoindre les Brigades de solidarité populaire en Île-de-France

Nous savons que le gouvernement n'est pas une solution à la crise sanitaire. Pourquoi ? Parce que, comme ses prédécesseurs, il est au service d'un système basé sur le profit et l'intérêt privé qui est à l'origine du désastre que nous connaissons, et de la situation dramatique dans laquelle se trouve l'hôpital public.

Nous savons qu'il nous faudra compter sur nos propres forces. Notre auto-organisation doit générer des solidarités concrètes, sur une base territoriale, afin de venir en aide aux plus précaires : travailleur·euse·s, soignant·e·s, migrant·e·s,

personnes sans domicile fixe, personnes âgées et/ou isolées...

Mais ce réseau de solidarité doit aussi s'articuler à une mise en accusation des politiques néo-libérales, dont la situation actuelle, en France comme ailleurs, démontre une fois de plus la nature criminelle, et à l'élaboration de nouvelles formes d'organisation collective.

Plusieurs villes d'Italie, de France, d'Espagne et d'Allemagne répondent à l'appel des camarades de Milan : formons des brigades de solidarité populaire !

#AutodéfensePopulaire

#COVID\_19

On vous propose de choisir un ou plusieurs types d'intervention au sein des brigades :

- Préparation et/ou distribution de panier repas.
- Participation à des actions locales (faire les courses pour les personnes fragilisées, distribuer du matériel de protection aux travailleurs autour de soi, faire des banderoles en acceptant de les publier via brigades).
- Participation à la brigade d'éducation populaire, assurer un suivi pédagogique pour les enfants et proposer des outils d'accompagnement aux parents.

Pour prendre contact avec nous : [brigadepopulaire-idf@protonmail.com](mailto:brigadepopulaire-idf@protonmail.com)

**SI TU AS, DONNE !**

Face à la crise sanitaire, la solidarité doit triompher. Dans cette cagette, tu peux déposer des produits qui seront mis à disposition de ceux qui en ont besoin.

**Denrées alimentaires:**  
-conserves, riz, pâtes, huile, lait, gâteaux secs, etc.  
-produits d'hygiène et d'entretien: savon, shampoing, javel, lingettes désinfectantes, éponges, vinaigre blanc, etc.  
-petits pots, compotes pour enfant, couches, serviettes hygiéniques, mouchoirs, etc.



**SI TU N'AS PAS, PRENDS !**

Faire attention à bien désinfecter les produits avant de les utiliser

Je porte un masque et des gants, pour me protéger ainsi que les autres

Si tu es en difficulté, Prends dans cette cagette les produits dont tu as besoin !

# NOUS VOULONS

1. REVENU DE CONFINEMENT POUR TOUTES ET TOUS
2. ARRÊT TOTAL DU TRAVAIL DANS LES SECTEURS NON ESSENTIELS
3. RÉQUISITION/REDISTRIBUTION : LOGEMENTS ET MOYENS POUR TOUS
4. LIBERTÉ POUR TOUS LES ENFERMÉS
5. RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS



# DES MESURES IMMÉDIATES CONTRE LA BOMBE SANITAIRE !

Ce titre est inspiré d'une tribune de la Marche des solidarités : *Foyers, Centres de rétention, Sans-papiers : Des mesures immédiates contre la bombe sanitaire !* en cours de signature par des dizaines d'organisations, bientôt sur le site de la Marche [ici](#).



**D**epuis le début de l'épidémie, on ne cesse de constater à quel point elle met en lumière et aggrave les inégalités, les injustices, la violence sociale. Les inégalités scolaires, les violences conjugales et envers les enfants, les inégalités en termes de logement, la malnutrition, les différences d'exposition à la maladie... Sur toutes ces réalités, le Covid-19 a l'effet d'une loupe grossissante. Plus nous sommes enfermés, et impuissants, plus elles se révèlent à nous.

Parmi toutes les horreurs de la période actuelle, le sort réservé aux personnes migrantes et sans-papiers tient une place de choix. Alors que le Portugal a décidé de la régularisation (certes, temporaire) de toutes les personnes sans-papiers pour leur permettre d'être protégées et d'avoir accès aux soins, la France maintient les Centres de rétention administrative (CRA) en activité, alors même qu'il n'y a plus de vols pour en expulser les occupant-es. L'épidémie touche déjà les résident-es et expose l'ensemble des retenus au virus, aucune protection n'est mise à leur disposition, évidemment. Malgré leurs révoltes (CRA du Mesnil-Amelot et de Vincennes), malgré les avis du défenseur des droits et de la contrôleuse des lieux de privation de liberté, le gouvernement fait le choix de maintenir l'enfermement et a pour seule réponse la répression et l'isolement. (Sur cette question, voir le site « À bas les CRA » en cliquant [ici](#).)

En ce qui concerne les migrant-es qui dorment à la rue, rien n'est fait pour leur venir en aide et les mettre à l'abri, au contraire. Ainsi par exemple, la mairie de Paris a pris la décision de couper les fontaines auxquelles les personnes qui campent à Aubervilliers allaient s'abreuver et se laver créant une situation sanitaire catastrophique.

Dans les foyers, la surpopulation augmente considérablement le risque de contagion, alors même que les lieux d'hébergement possibles sont nombreux, la quasi-totalité des hôtels étant vides.

À la frontière Greco-turque, frontière de l'Europe, une violence inouïe s'exerce contre les réfugié-es qui tentent encore d'atteindre les côtes, dans l'indifférence la plus totale, occupé-es que nous sommes à compter nos morts du Covid, on oublie que la Méditerranée est un véritable cimetière, et que la mort n'est pas seulement le fait des conditions météo. (Sur cette question, voir par exemple les vidéos et les textes mis en ligne sur le site du GISTI [ici](#), ainsi que le texte À la frontière gréco-turque, la xénophobie et le racisme tuent ! L'Union européenne aussi !, signé par plus de 155 organisations, en cliquant [là](#).)

Plus que jamais, nous sommes impuissant-es face à ces horreurs. Malgré tout, la résistance et la circulation de l'information s'organisent. Restons solidaires, attentif-ves aux initiatives de solidarité et notre colère n'est pas confinée.



Sur ce sujet, voir aussi l'appel des sans-papiers : [ici](#) !



# TÉLÉ-FOUTAGE DE GUEULE

La veille de la fermeture des écoles, un mail de la cheffe d'établissement. Elle nous demande de « contrôler la présence des élèves » aux rendez-vous que nous sommes censé-es « leur fixer selon les emplois du temps, qui doivent rester notre référence commune, via Pronote afin d'aider à l'atteinte des objectifs de maintien à domicile ». De nous appuyer sur des cours de France 5, d'utiliser « Ma classe à la maison » du Cned, de vérifier les difficultés des élèves pour se connecter (matériel, connexion), de l'informer si nous n'avons « plus de contact d'aucune façon que ce soit avec l'un de [n]os élèves ». Elle fait appel à notre « créativité pédagogique » et nous demande de nous préparer aux télé-conseils de classe : « Je serai très certainement amenée à vous demander de bien vouloir utiliser une application le permettant selon les conseils techniques que la direction des systèmes informatiques du rectorat m'aura donnés. »

**P**our moi, c'est non. Pour des tas de raisons... Passons tout de suite sur la principale de ces raisons : je ne surveillerai pas mes élèves dans leur espace privé depuis le mien, ni pour le travail qu'elles et ils sont censé-es y faire, ni – et encore moins – pour fliquer leur présence physique et leur respect du confinement !

## « CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE » = NOVLANGUE

Ensuite, la « continuité pédagogique » inventée par Blanquer, ça n'existe pas. Par exemple, quand il s'agit de remplacer des profs absent-es dans des quartiers populaires. Demandons aux groupes de parents d'élèves de Seine-Saint-Denis ce qu'ils-elles pensent de cette notion, pour voir...

Ça n'existe pas non plus juridiquement. Le télétravail, c'est un statut, ça se gère normalement par contrat (surtout dans le privé), ou par des textes de loi (surtout dans le public). Pour l'instant, il n'y a rien dans nos obligations de service, et ça doit donc se faire sur la base du volontariat. Et nous pourrions parler de ce volontariat plus loin, mais en attendant, nous ne sommes pas obligé-es d'avoir un ordinateur personnel, un téléphone portable ou autre objet du même type, ni même de disposer d'une connexion internet. On pourrait donc reparler de cette obligation de continuité pédagogique lorsque l'Éducation nationale nous fournira le matériel adéquat, et en bon état de fonctionnement bien sûr (et, pour connaître ce genre de matériel, il est tout à fait possible qu'on nous le fournisse, mais il est aujourd'hui illusoire de penser à une maintenance à la hauteur). Pour l'instant, donc, pas de cadre légal ni d'obligation...

En outre, les contenus pédagogiques et notre manière d'enseigner ne regardent que nous, et éventuellement les inspecteurs-trices que le rectorat pourrait nous envoyer (par internet ?). Il n'est pas inutile de rappeler ici que l'inspection n'est pas obligatoire, à toutes fins utiles. En attendant, je préfère m'occuper seule des contenus que je donne à travailler à mes élèves, et ce n'est donc pas une plate-forme qui le décidera pour moi.

## TÉLÉ-ENSEIGNER ?

Surtout, pour moi, enseigner et éduquer, c'est une relation humaine. C'est en grande partie pour cela que je ne fais pas de cours magistraux. On découvre, on travaille, on propose, on cherche... et suivant la vitesse avec laquelle ça avance, on passe à la suite ou on s'arrête pour approfondir une notion. Parfois même on fait un pas de côté vers une autre discipline, un autre chapitre, afin d'assouvir une curiosité bien

placée. Je ne travaille pas élève par élève comme une préceptrice mais avec une classe et des enfants qui travaillent entre elles et eux.

Comment télé-faire cela ? Ce n'est pas avec le bouton « lever le doigt » de « Ma classe à la maison » que ça va rendre les choses humaines ! Il manquerait le bouton « couper la parole au professeur », « bavarder avec mon voisin », « essayer une idée que je n'ose pas proposer mais sur laquelle la prof va rebondir en passant à côté de moi », « passer sous ma table pour ramasser un stylo et me cogner en me relevant, déclenchant l'hilarité générale, mâtinée d'un soupçon d'inquiétude pour mon cuir chevelu »... Pourquoi pas faire un concert en visioconférence ou une bouffe par « meeting hangout » ? Je sais, certain-es le font, mais ça reste un pis-aller.

De plus, pour le premier degré, il est connu depuis de nombreuses décennies que le travail scolaire écrit à la maison aggrave les inégalités et provoque des tensions familiales importantes, et c'est pourquoi il est interdit depuis les années 1950.

Avec le télé-enseignement, on sent poindre l'arrivée de la télé comme enseignante, et de l'enseignant-e comme garde-chiourme. Et ce n'est pas étonnant que cela plaise à Blanquer. Répétition des règles apprises par cœur, évaluation en

ligne par des QCM, prof qui corrige des livrets qu'il ou elle n'a pas préparés... c'est le monde rêvé des élèves et profs robotisé-es cher à Stanislas Dehaene.

## LOGICIELS, APLIS : DU LIBRE OU QUE DALLE !!!

Des tas de problèmes sont posés par l'informatisation de l'enseignement, depuis déjà longtemps. Ce qu'on nous propose de faire là, c'est de les oublier... le temps du confinement ? Pas sûr !

Un souci majeur est celui de l'exploitation des données personnelles par des boîtes privées dépourvues de scrupules sur la question, et dont c'est même le fonds de commerce. C'est le cas de Pronote, de toutes les applications dont on reçoit les publicités sous forme de plaquettes publicitaires rutilantes (agrées Éducation nationale), et évidemment à un degré paroxystique des réseaux sociaux marchands qui se frottent les mains.

Partout, il va falloir s'inscrire, laisser un mail, retenir un énième mot de passe, recevoir et laisser des messages, le tout sous son vrai nom, bien sûr, c'est pour le boulot quand même !

Le numérique, c'est aussi le royaume de l'abonnement : rien



n'est à vous, tout est en ligne sur présentation de son identifiant, son mot de passe, et de la clef valable un certain temps. Si ça plante, on n'a plus rien. Au bout de quelques mois, c'est périmé, on n'a plus rien. C'est du vol organisé, légal, et on le généralise.

Pour le télétravail, on va aussi nous demander un équipement matériel et logiciel pour le son et l'image. Les cours pourront être faits en vidéo (essayez un logiciel de montage et vous verrez vite qu'il faudrait demander un triplement de nos salaires, rapport au temps de travail que ça impliquerait) et les réunions en visioconférence. Et là, évidemment, je dis : « jamais » ! Je n'installerai pas vos logiciels marchands pourris sur mon ordinateur, je n'y brancherai pas de caméra (je n'en ai d'ailleurs pas), je ne ferai pas de cours en vidéo (je rappelle que je ne fais pas de cours magistraux).

Pour tout cela, il existe de nombreux logiciels libres qui pourraient faire le même travail, sans inscription, avec des transmissions chiffrées. On pourrait mettre à disposition des manuels en format PDF, faciles à lire et à archiver dans nos disques durs, gratuitement... et pourtant rien de tout cela ne nous est proposé. Évidemment.

Je passe sur le problème écologique que posent les énormes serveurs qu'il a fallu ouvrir pour l'occasion.

### **UNE PATRONNE RESTE UNE PATRONNE**

Si la situation n'était pas anxiogène et potentiellement tragique, les vellétés de nos supérieur-es hiérarchiques à essayer de nous mettre au travail à tout prix et dans n'importe quelles conditions seraient risibles. Elles et ils se comportent comme n'importe quel-le patron-ne : « on ne va quand même pas les payer à rien foutre ! »

Alors on va devoir subir des exigences bureaucratiques complètement irréalisables, des démentis assortis de nouvelles instructions loufoques, et ce à tous les niveaux. Un message de la Direction du numérique éducatif, et des milliers de chef-fes d'établissement et d'inspecteurs-trices enverront des ordres différents. Une mise au point du recteur et c'est reparti pour un tour. Une blanquerade du ministre et plus personne ne comprend rien.

Il semble que les écoles auraient dû être fermées plus tôt. Peut-être qu'il faudrait les rouvrir plus tard. C'est ce qui a été fait ou est prévu dans de nombreux pays. Mais ici, le gouvernement est habitué à laisser les personnels en situation de danger. Et quoi qu'en dise le grand menteur, rien n'était prêt. Et rien ne le sera. Il prétend que tout est sous contrôle, mais il se fait désavouer par son premier ministre et son président dès qu'il ouvre la bouche. On ne peut pourtant pas soupçonner ces derniers de s'intéresser au sort du peuple...

### **ENFANTS DES PERSONNELS RÉQUISITIONNÉS**

La seule injonction que je comprends – que je soutiens même – est celle qui nous impose de nous occuper des enfants des personnels réquisitionnés pour gérer la crise sanitaire.

Là aussi les chef-fes ont montré leur incompétence et leur

inutilité : très rapidement, les équipes de collègues se sont débrouillées pour détacher des volontaires parmi celles et ceux qui n'habitent pas loin ou n'utilisent pas les transports en commun, qui n'ont pas d'enfant en bas âge et qui sont en bonne santé. Elles et ils ont organisé un début de rotation des tâches sans aucun besoin d'ordre de réquisition – que le ministère est bien en mal de fournir dans les délais ! Ça s'est ensuite gâté dès que les inspecteurs-trices et chef-fes d'établissements y ont mis la main.

### **ALORS QU'EST-CE QU'ON FAIT ?**

À la maison, les parents s'occupent de leurs enfants, les font participer aux travaux intérieurs, leur apprennent la cuisine, les font lire, écouter de la musique, en jouent, profitent de la vie. Vivre confiné-es en famille demande de l'attention, de la patience, et une solide réflexion sur l'organisation des journées pour éviter la trop grande exposition aux écrans.

On peut donc conseiller des vidéos, des reportages, mais pas trop. Des lectures, beaucoup. Des activités à faire en famille. Des musiques à écouter, à chanter. Et on peut utiliser certaines messageries pour prendre des nouvelles et rassurer certaines familles inquiètes ou angoissées.

Et pourquoi pas proposer des travaux plus scolaires à celles et ceux qui le demandent, en étant bien conscient-es que beaucoup de nos élèves ne pourront pas le faire. Ne surtout pas mettre la pression, en profiter pour ne rien évaluer...

L'école ce n'est pas seulement enseigner ; l'école c'est apprendre ensemble pour s'émanciper... autre chose que « Ma classe à la maison ». Allez, on se serre les coudes (pas celui dans lequel on tousse), et on n'hésite pas à demander de l'aide. On essaye de rester en contact, on communique comme on peut.

Et, surtout, on prépare l'après... pour que plus jamais on ne se laisse faire. Pour que plus jamais on ne touche à nos systèmes de protection sociale. Pour qu'on nous laisse travailler dans de bonnes conditions, qu'on respecte les élèves, leurs familles, et qu'enfin les travailleurs et travailleuses vraiment utiles (c'est-à-dire pour une grande majorité les précaires et les moins biens payé-es) puissent construire le monde dans lequel elles et ils vivent, sans parasites spéculateurs et profiteurs capitalistes.



**CLASSES EN LUTTE**  
**Classes en lutte**  
Bulletin hebdo gratuit de la CNT éducation.  
Pour recevoir Classes en lutte gratuitement tous les mois par e-mail, écrivez à l'adresse : [classesenlutte@cnt-f.org](mailto:classesenlutte@cnt-f.org)



**La Mauvaise Herbe**  
Revue de la fédération des travailleuses et travailleurs de l'éducation de la CNT.  
Le dossier du n°6 traite de l'offensive libérale sur l'école et les ripostes à y apporter.  
Infos : [www.cnt-f.org/fte](http://www.cnt-f.org/fte) ou [lamauvaiseherbe@cnt-f.org](mailto:lamauvaiseherbe@cnt-f.org)

**Zéro de conduite**  
33 rue des Vignoles  
75020 Paris  
[www.cnt-f.org/fte](http://www.cnt-f.org/fte)  
mail : [educ.rp@cnt-f.org](mailto:educ.rp@cnt-f.org)  
06 08 80 78 86  
S'inscrire : [zdc@cnt-f.org](mailto:zdc@cnt-f.org)

